

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =
Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 48 (1998)

Heft: 1

Buchbesprechung: Histoire du temps scolaire en Europe [sous la dir. de Marie-
Madeleine Compère]

Autor: Heller Racine, Geneviève

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

teils folgt thematischen Schwerpunkten. Zuerst werden Export- und Importökonomie ausführlich dargestellt. Besonderes Gewicht legt der Autor auf die Rolle, die europäische Kaufleute und Handelsfirmen in diesem Zusammenhang spielten. Er legt dar, dass die verhältnismässig bescheidene ausländische Präsenz nicht die tatsächliche Bedeutung fremden Kapitals für Kolumbiens «Entwicklung nach aussen» widerspiegelte, sondern lediglich Ausdruck der geringen Weltmarktintegration des Landes war. Ein eigenes Kapitel widmet Fischer dem Aufbau des nationalen Transportsystems. Er vertritt die Ansicht, dass die technischen und finanziellen Schwierigkeiten zwar gross waren, dass sie aber durchaus zu überwinden gewesen wären. Den Hauptgrund für die Verzögerung in diesem Bereich sieht er in der mangelnden Kreditwürdigkeit Kolumbiens auf den Finanzmärkten Londons. Das letzte Kapitel geht den Ursachen und Folgen der häufigen inneren Konflikte nach. Aufgrund ausführlichen Quellenmaterials aus kolumbianischen, US-amerikanischen und verschiedenen europäischen Archiven gelingt Fischer der Nachweis, dass die ständigen inneren Unruhen und Bürgerkriege die eigentumsrechtlichen Risiken und die Transaktionskosten sowohl für in- wie ausländische Wirtschaftsakteure dermassen erhöhten, dass sie nicht bereit waren, in längerfristige Projekte zu investieren. Entgegen der Auffassung zahlreicher Dependencistas hält Fischer zwar fest, dass vor allem ausländische Handelshäuser ihre Gewinne durchaus in Kolumbien reinvestierten; auch sie zogen es aber vor, ihr Geld in Handelsgeschäfte anzulegen, die rasche Gewinne versprachen. So blieben wichtige Impulse zum Aufbau einer modernen Infrastruktur und zur Industrialisierung aus.

Mit grosser Sorgfalt untersucht Fischer die Gültigkeit seiner Grundannahmen für die verschiedenen Wirtschaftssektoren und Regionen Kolumbiens. Dies erlaubt ihm, eine differenzierte Antwort auf die Frage zu geben, warum es den Eliten des Landes nicht gelungen ist, stabilere Rahmenbedingungen für das wirtschaftliche Wachstum zu schaffen. Nebst dem Umstand, dass dem liberalen Modernisierungsprojekt von Seiten des Kleingewerbes, des Zwischenhandels und der indianischen Bevölkerung teilweise erbitterter Widerstand entgegengesetzt wurde, betont Fischer die Rivalität zwischen Teilen der inländischen und ausländischen Eliten, sowie die regionalen Interessenkonflikte, die nicht zuletzt durch das unterschiedliche Tempo der Modernisierung in den einzelnen Wirtschaftsregionen verstärkt wurden. In der daraus resultierenden Situation eines Macht-Patts verlor der Zentralstaat de facto sein Gewaltmonopol. Die Macht lag in den Händen rivalisierender regionaler Caudillos und Clans, die nicht davor zurückschreckten, kriegerische Mittel zur Durchsetzung ihrer politischen Ziele einzusetzen.

Fischers Studie stellt einen wichtigen Beitrag zur Historiographie über Kolumbien dar. Sie besticht durch ihre empirische Genauigkeit und die Verarbeitung weitgehend unbekanntem Quellenmaterials. Vor allem aber beschreitet sie methodisch neue Wege und gibt der theoretischen Diskussion über die Entwicklungsproblematik Kolumbiens und ganz Lateinamerikas wertvolle Impulse.

Peter Fleer, Meiringen

Histoire du temps scolaire en Europe. Ouvrage collectif publié sous la direction de Marie-Madeleine Compère. Paris, Institut national de la recherche pédagogique/Economica, 1997, 392 p.

La réflexion historique sur le sujet qui fait l'objet de cette publication s'est développée particulièrement en France et en Espagne au début des années 90; d'autres

contributions concernent l'Italie, le Portugal, l'Allemagne et la Suisse. Le «temps scolaire» désigne le déroulement temporel de la journée, de la semaine, de l'année dans l'organisation de l'école, ainsi que les congés et les vacances, et enfin la durée de la scolarité, c'est-à-dire le nombre d'années que l'enfant passe à l'école.

Le domaine principal considéré dans l'ouvrage est l'école élémentaire ou l'école populaire durant la période où la scolarisation se généralise et où l'Etat la réglemente, principalement durant le 19^e siècle et le début du 20^e siècle selon les pays, même si la plupart des auteurs remontent à des périodes plus anciennes. C'est le cas en particulier de Pierre Caspar qui étudie le temps scolaire dans le pays de Neuchâtel entre le 17^e et le 19^e siècle, alors que les écoles sont organisées par les communautés villageoises et non par l'Etat. L'école secondaire française est abordée par Marie-Madeleine Compère et Philippe Savoie.

L'approche dans cet ouvrage est à la fois historique, souvent sur une longue durée, et contemporaine; elle est aussi comparative en s'appuyant sur des enquêtes internationales menées en Espagne au début du 20^e siècle ou, pour la période actuelle, par le *Deutsches Institut für Internationale Pädagogische Forschung* de Francfort (dès 1987) et par le Ministère de la Recherche et de la Technologie à Paris (dès 1990).

La remise en cause contemporaine de l'organisation du temps scolaire est suscitée le plus souvent par des facteurs sociaux ou économiques externes à l'école, mais il semble alors que l'on s'attaque à des systèmes qui ont acquis, avec le temps, un caractère immuable incontestable. Or les études de cet ouvrage montrent précisément la relativité historique de ces systèmes en les situant dans le contexte où ils ont pris force de loi.

Dans une introduction très stimulante à cet ouvrage collectif Marie-Madeleine Compère évoque la difficulté de mener une étude comparative sur un tel sujet qui est encore prioritairement étudié dans une logique nationale. Il apparaît notamment très difficile de s'entendre sur les termes, comme en témoignent les notions de «séance» ou d'école correspondant à une partie du jour où l'enfant est en classe (matinée, après-midi, ou période continue). La diversité du sens des mots n'est pas seulement due à des spécificités régionales ou nationales, mais aussi historiques. Le sens des vacances n'est pas le même jusqu'à la fin du 19^e siècle selon qu'il s'agit des milieux cultivés (où l'enfant doit se consacrer à l'étude pour ne pas gaspiller son temps en vaines occupations ni perdre l'habitude de régler son temps) ou de milieux populaires pour lesquels les vacances sont le temps du travail (traditionnellement les travaux agricoles, mais aussi du travail industriel ou à domicile); l'école d'hiver est souvent plus fréquentée que l'école des autres saisons. Ce n'est qu'à la fin du 19^e siècle que les vacances prennent avec le discours hygiénique le sens d'un répit par rapport à l'activité scolaire devenue principale.

La conception la plus communément admise par l'historiographie scolaire dans les divers pays est celle d'un temps scolaire légiféré et «imposé d'en haut» par l'Etat (un Etat centralisé à l'échelle nationale, ou un Etat décentralisé comme dans les cantons suisses). Cette organisation est souvent considérée «comme un progrès bienfaisant» (p. 11), caractéristique d'un Etat moderne, luttant contre l'absentéisme et l'inassiduité dus à des résistances traditionnelles. Mais certains auteurs apportent une autre interprétation, ainsi Pierre Caspar montre que le temps scolaire est consenti volontairement par la population en tenant compte des autres temps sociaux, notamment les foires, et ceci avant que l'Etat ne s'en mêle. Pour sa part, Hans-Ulrich Grunder, considérant l'Allemagne et la Suisse, contestant la no-

tion de progrès, dénonce la «mainmise étouffante» du temps scolaire actuel sur les enfants.

L'ouvrage apporte aussi de précieux éléments pour la compréhension des temps scolaires pour les pays latins catholiques du sud de l'Europe ou les pays de la sphère germanique et protestante du nord de l'Europe. L'âge de la communion influence par exemple la durée de la scolarité. D'autres aspects du temps scolaire différent fondamentalement selon les facteurs climatiques, selon la conception dominante relative au rôle éducatif de la famille, ou encore selon la force de pression des maîtres.

Le temps scolaire apparaît à la fois comme ayant des vertus structurantes et socialisantes pour l'enfant et comme résultant de facteurs souvent contradictoires de la société globale.

Geneviève Heller Racine, Lausanne

Heiko Haumann: **Geschichte Russlands**. München/Zürich, R. Piper GmbH & Co., KG, 1996, 736 S.

Jede neue Gesamtdarstellung der Geschichte eines Landes muss sich der Frage stellen, inwieweit sie bereits vorliegende Monographien lediglich mehr oder minder dupliziert oder sinnvoll ergänzt. Für die Geschichte Russlands hat der deutschsprachige «Klassiker» des früheren Kölner Osteuropahistorikers Günther Stökl – erstmals 1962 erschienen und mittlerweile in der 5. Auflage gedruckt – eine hohe Messlatte gesetzt. Vermag die Darstellung Heiko Haumanns, der als Professor für Osteuropäische und Neuere Allgemeine Geschichte an der Universität Basel lehrt, gegenüber diesem Standardwerk zu bestehen? Meinem Urteil nach im Grossen und Ganzen: ja.

Haumann hat zwar auch eine chronologische, an Epochen orientierte Darstellungsweise gewählt und will Geschichte bewusst «erzählen». Dies öffnet ihm ähnlich wie Stökl ein breiteres akademisch gebildetes Lesepublikum. Doch anders als Stökl, der seine Schwerpunkte eher in der politischen, Verfassungs- und Kulturgeschichte sieht, arbeitet er insbesondere die Sozial- und Wirtschaftsgeschichte heraus, versteht politische Geschichte stärker als Systemgeschichte, berücksichtigt auch auf dieser Darstellungsebene bislang kaum vertretene Bereiche wie Alltags- und Frauengeschichte und lässt Leserinnen und Leser über ausführlichere, geschickt einmontierte Quellenzitate unmittelbaren Einblick in konkrete historische Situationen nehmen. Eine besondere Stärke dünkt mich auch der Versuch, aus der Zeitsituation heraus den Aufbruch der kommunistischen Utopie fernab von politischen Vorverurteilungen und dem Vorwissen um ihre baldige Pervertierung und ihr schliessliches Scheitern einsehbar zu machen (S. 482ff.). Dem entspricht das generelle Bemühen um ein differenzierteres Verständnis insbesondere der Wirtschafts- und der Nationalitätenpolitik Sowjetrusslands während der zwanziger Jahre. Allerdings ist es dem Autor in den Kapiteln über die Sowjetzeit nicht immer gelungen, die guten Absichten der Parteistrategen und -theoretiker und die meistens völlig anders geartete politische Realität sorgfältig genug gegeneinander auszutarieren. Textabbildungen geben der Darstellung optische Plastizität. Alles in allem verdanken wir Heiko Haumann einen anschaulich geschriebenen Gesamtüberblick, der die bisher vorliegenden deutschsprachigen Gesamtdarstellungen der Geschichte Russlands sinnvoll ergänzt. In der Sprachkraft allerdings reicht er an den österreichischen Stilisten Stökl nicht heran.

Dadurch dass der Autor eng am Ablauf der konkreten Geschichte bleibt, treten